

Pour l'amélioration de vos conditions de vie et de travail

votez CGT

pour une agriculture sociale et progressiste

Les chambres d'agriculture sont la représentation officielle de l'agriculture dans chaque département. Elles sont aussi les relais d'exécution de la politique agricole nationale et investies de la perception de taxes parafiscales. Les milieux dirigeants de l'agriculture n'ont pas manqué d'utiliser les prérogatives des chambres d'agriculture pour imposer leurs choix : productivisme, concentration de l'agriculture, utilisation irrationnelle des terres pour satisfaire des intérêts égoïstes et capitalistes, intégration européenne... Ces orientations mettent en cause notre indépendance et notre souveraineté alimentaire.

Jusqu'au 31 janvier 2013, vous avez à élire vos représentants à la chambre d'agriculture dans le collège 3B des salariés des groupements professionnels agricoles.

Nos revendications

Les conditions de travail, l'emploi, les niveaux de salaire se dégradent pour tous les salariés de nos professions. L'avenir économique de nos activités est bradé sur l'autel du profit capitaliste. De nombreuses exigences sociales font partie intégrante de nos objectifs revendicatifs.

- **Meilleurs salaires** : maintien et augmentation du SMIC et des salaires de 400 euros immédiatement, salaire minimal professionnel de 1 850 euros bruts, généralisation des primes du treizième mois à l'ancienneté, grille de classification reconnaissant les qualifications acquises par l'étude et/ou l'expérience, formation professionnelle qualifiante pendant le temps de travail, reconnue dans les classifications et revalorisant le salaire.
- **Emplois valorisés et stables** : généralisation du contrat de travail à durée indéterminée (CDI) à temps plein, emplois qualifiés, reconnus et correctement rémunérés, arrêt de la précarisation des emplois, droit de véto pour les comités d'entreprise, notamment pour toutes mesures de restructurations et de licenciements.
- **Combattre la pénibilité au travail** : amélioration des conditions de travail, embauches, réduction du temps de travail à trente-deux heures sans perte de salaire, paiement majoré de toutes les heures supplémentaires, mise en œuvre d'une prévention, reconnaissance des mala-

dies professionnelles.

- **Protection sociale de haut niveau** : accès gratuit à la santé pour tous, retraite à cinquante-cinq ans à taux plein basé sur les dix meilleures années, établissement d'une couverture collective prévoyance prise en charge par les employeurs.
- **Égalité entre hommes et femmes** en salaire et en droits, congé maternité de vingt-quatre semaines.

Nos propositions économiques et démocratiques

De nombreuses exigences sont incontournables pour imposer d'autres logiques économiques et politiques extraites des carcans patronaux et européens, permettant de défendre et de développer tous nos potentiels agricoles, industriels, financiers et économiques. Elles sont au cœur de notre objectif d'une agriculture sociale et progressiste.

Des missions de service public

Alors qu'elles sont au centre du développement agricole, la régionalisation des chambres d'agriculture a considérablement réduit leurs effectifs et leur efficacité. Les moyens alloués aux agents des chambres d'agriculture pour assumer leurs responsabilités ne suivent pas. Les droits sociaux



des agents sont laissés à l'arbitraire local. Il est temps de construire de véritables garanties collectives et que leur soient reconnus les droits du code du travail. La formation doit être développée, les qualifications reconnues et les rémunérations augmentées. **Les chambres d'agriculture doivent disposer des moyens d'assumer leurs missions de service public.**

Un financement de l'économie nationale

Au Crédit agricole en trente ans, la masse salariale a été multipliée par 3,6 mais les dividendes versés aux actionnaires par 20. Les banques, dont le Crédit agricole, ont une responsabilité majeure dans la crise que connaît notre pays. Trente années de politiques d'exonération de cotisations et d'« allègements » ont bénéficié au Crédit agricole. Dans sa course au profit, le patronat remet en cause les garanties collectives. Les fermetures et fusions des caisses participent à la casse de l'emploi, à la dégradation des conditions de travail et de vie en milieu rural. La seule boussole qui guide aujourd'hui la direction du Crédit agricole n'est plus de financer l'activité agricole et le développement économique, mais la recherche sans limite du profit. **La maîtrise publique de la caisse nationale du Crédit agricole et un mutualisme rénové et démocratisé répondent aux exigences d'un financement sain de notre économie.**

Une mutualité agricole au service du social

La protection sociale agricole, par son implantation en milieu rural notamment, constitue un rempart contre l'isolement et la pauvreté. Très souvent, les prestations sociales sont les seules ressources perçues. Depuis plusieurs années, des milliers d'emplois ont été supprimés au nom de restructurations et d'objectifs financiers et comptables. Une détérioration des services, des fermetures de permanences, un accueil inaccessible, des retards dans le versement des prestations en résultent qui vont à l'encontre des besoins des assurés. De l'argent pourtant a été trouvé en masse pour sauver le système bancaire, des crédits d'impôts vont être accordés aux employeurs. **La CGT est attachée à la mutualité sociale agricole et à son guichet unique.**

Une coopération démocratisée

La coopération est touchée de plein fouet par les restructurations et licenciements. La gestion des coopératives n'est plus appuyée sur les valeurs d'origine, la solidarité,

l'entraide, la mise en commun. Les critères de rentabilité capitaliste ont pris le pas. Cette gestion entraîne de lourdes conséquences sur l'emploi et les conditions de travail. Les bas salaires sont monnaie courante, alors que la productivité fait des bonds en avant. **Les valeurs traditionnelles et populaires sont le socle de l'avenir de la coopération. Les coopérateurs doivent reprendre leur place. En améliorant la situation sociale des salariés, nous revendiquons qu'ils prennent pleinement part aux décisions et orientations économiques.**

L'esprit mutualiste

Les salariés de Groupama paient aujourd'hui la note salée de la politique de ses dirigeants. Ils ont exposé le groupe en s'aventurant dans des opérations financières douteuses. Ce n'est pas aux salariés de payer cette spéculation par un plan de restructuration qui n'en finit pas ou la remise en cause des garanties collectives. **Le principe mutualiste qui a commandé sa création, le financement de l'agriculture, la satisfaction des justes revendications des salariés sont les bases qui lui permettront de se développer.**

Une recherche-développement et un enseignement publics

Aujourd'hui l'ensemble des secteurs de la recherche, du développement et de l'enseignement agricoles sont dominés par des intérêts privés, dévoyés de leur vocation pour gonfler les profits des grands groupes et des *agrobusiness men*. Les privatisations rampantes ou déclarées sont le lot quotidien. Les intérêts égoïstes sont imposés au détriment du développement collectif. **Notre pays a besoin d'une recherche-développement et d'un enseignement agricole publics au service de son agriculture, de sa souveraineté alimentaire et de son indépendance.**

Ces élections vous concernent. La CGT défend dans les chambres d'agriculture les revendications sociales des salariés et avance des propositions pour le développement de nos professions agricoles. Le résultat qu'obtiendra la CGT pèsera dans le sens d'un progrès concret de vos conditions de travail et de vie. Participez massivement à ce scrutin en votant pour des candidates et candidats qui sont comme vous des salariés issus des différents groupements professionnels agricoles. ■

Prenez toute votre place, adhérez à la CGT.

Nom :

prénom :

adresse :

téléphone :

mél :

À remettre

à un militant de votre connaissance

ou à renvoyer à :

FNAF CGT

263, rue de Paris | case 428

93514 Montreuil cédex

01 48 18 83 27

01 48 51 57 49 (fax)

fnaf@fnaf.cgt.fr

Agriculture

C

G

T

Janvier 2013